

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

**Le Monde  
Ouvrier**



**The Labor  
World**

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMÉLIORER »

Téléphone : Lancaster 5361

## L'Épargne, artisan de la victoire L'activité syndicale doit s'étendre

Dimanche dernier, notre confrère Bevin, l'un des principaux collaborateurs du premier ministre Churchill, nous a rapelés en quoi consistait notre devoir de contributeurs à la victoire prochaine. Il a dit tout ce qu'en l'occurrence il fallait dire et il ne nous reste plus, à nous tous, qui vivons encore à l'abri des coups directs des assassins axistes, qu'à démontrer à la face du monde que nous ne sommes pas insensibles à un tel appel au bon sens démocratique et que nous nous proposons d'en témoigner par des actes tangibles. Il ne nous reste plus, d'ici la fin du conflit, qu'à parfaire notre devoir d'alliés par une épargne intensive et continue, épargne qu'il nous faut mettre à la disposition des autorités afin que celles-ci puissent financer nos autres efforts de guerre autrement que par des mesures antidémocratiques.

Plus heureux et conscients que les esclaves totalitaires, que l'on force à l'épargne et qu'on surmène pour accentuer et consolider leur abject esclavage, nous jouissons encore de la liberté de déterminer dans quelle mesure nous pouvons et devons contribuer au financement de la guerre. C'est pourquoi notre contribution en ce sens doit être d'autant plus forte qu'elle demeure volontaire, d'autant plus efficace qu'elle symbolise un des aspects de cette ferme volonté de nous soustraire au régime odieux qui empoisonne présentement le continent européen.

C'est ainsi que les ouvriers du Dominion britannique, qui sont les premiers à bénéficier de la reprise industrielle découlant des besoins de la production du matériel de guerre, doivent être également au premier rang des contributeurs à la victoire par l'épargne volontaire, continue et massive.

Nous devons donc, tous, acheter et faire acheter autour de nous, chaque semaine, des timbres ou des certificats de guerre. Ce faisant, nous participerons intelligemment à cet effort particulier qui s'impose, à ce devoir civique que nous avons l'obligation morale de nous imposer sans défaillance aucune si nous voulons sauvegarder l'essentiel de notre régime social et conserver, incidemment, la liberté de l'humanité après la guerre. Mais ce n'est pas seulement à cela que se bornera notre effort, car par le moyen de cette épargne, nous ferons, en même temps, chose point négligeable, ce que l'on peut, ce que l'on doit envisager comme un placement de tout repos, un placement de père de famille.

Achetons donc, dans toute la mesure de nos modestes moyens, des timbres ou des certificats d'épargne de guerre. Nous nous devons à nous-mêmes d'acquiescer cette démocratique habitude de l'épargne parce que nous pouvons, par un long exercice de cette méthode élémentaire de prévoyance, assurer notre sécurité d'aujourd'hui et frayer la voie à celle de demain. Il s'agit ici, bien entendu, de notre sécurité de libres citoyens et de notre sécurité économique proprement dite. De sorte que dès que nous faisons l'acquisition de certificats d'épargne de guerre, par exemple, nous nous plaçons dans la situation de gens qui paient une prime d'assurance dont l'enjeu est leur liberté et leur sécurité. C'est pourquoi cet achat régulier et continu de certificats d'épargne de guerre n'est pas ce qu'on pourrait appeler un sacrifice, mais bien plutôt une manière consciencieuse d'exercer la prévoyance, une façon pratique de jeter les bases d'un avenir meilleur, tant pour les aînés de notre génération que pour ses cadets et ceux qui, quand nous ne serons plus, entreront dans cette magnifique carrière qu'est une existence humaine normale.

Quoi qu'on dise, nous ne pouvons guère, à l'occasion d'une guerre que les barbares axistes ont voulu faire totale, que déployer une énergie totale, que de nous dresser, comme un seul homme, pour un effort également total, effort qui implique, naturellement, une collaboration industrielle non moins totale, un esprit civique total, une épargne totale et, pour tout dire, un sens total des formidables responsabilités qui nous incombent du fait des hostilités.

"LE MONDE OUVRIER".

## Pour une saine économie

Bien que, par comparaison avec l'économie du temps de paix, celle résultant de l'état de guerre doive être marquée au coin de l'accélération et de l'ampleur, il ne s'en suit pas qu'il faille pousser cette accélération et cette ampleur hors des limites plausibles, c'est-à-dire jusqu'au point où serait irrémédiablement compromise l'économie d'après-guerre. D'autant plus que l'état de guerre n'est qu'un moment de surexcitation provisoire, alors que l'état de paix se fonde sur des dispositions générales auxquelles il importe de donner un caractère aussi permanent que possible. En d'autres termes, la prudence la plus élémentaire nous commande, semblait-il, de ne pas sacrifier impunément les prévisions de l'avenir aux nécessités du présent, si impérieuses soient celles-ci.

En premier lieu, il est permis de se demander si l'on ne devrait pas limiter les dépenses occasionnées par la guerre à notre possibilité nationale de payer. Il est probablement indispensable de pousser notre effort de guerre jusqu'à son point maximum, qui est précisément cette possibilité de payer, mais il importe, auparavant, de déterminer froidement pareille possibilité avant de s'embarquer dans des aventures financières qui nous conduiraient fatalement à hypothéquer l'avenir outre mesure. Nous sommes, bien entendu, pour un effort de guerre total, étant donné que nous subissons un assaut total et qu'il nous y faut faire face par une contre-attaque de même nature, mais nous croyons, à tort ou à raison, que cet effort total n'implique pas, de notre part, des déboursés dont le service, en intérêts seulement, soit hors de toutes proportions avec notre capacité de remboursement d'après-guerre et celle des générations à venir.

Quelle que soit l'envergure de la calamité qu'est le conflit actuel, dont les modalités à venir, la durée et les répercussions demeurent autant d'inconnus, il n'y a pas lieu, croyons-nous, de lui faire cadeau de notre

Les ouvriers syndiqués n'ont pas uniquement pour devoir de réclamer des augmentations de salaire et une humanisation constante de leurs conditions générales de travail, celles-ci et celle-là étant des revendications d'ordre purement économique. Ils ont aussi le droit, pour ne pas dire le devoir strict, d'assurer la sécurité de ces salaires accrus et la permanence de leurs conditions générales de travail améliorées. Or, ils ne peuvent assurer cette sécurité et cette permanence que par une action politique continue, directe ou indirecte, étant donné que l'action politique est le levier indispensable, sous le régime présent, pour imposer au patronat une législation sociale conforme aux légitimes aspirations du syndicalisme ouvrier.

Or, pour intervenir, aux moments psychologiques, auprès de nos dirigeants : municipaux, provinciaux et fédéraux, et les rappeler au sentiment de leurs devoirs civiques envers la classe ouvrière canadienne, il est indispensable de se tenir constamment au courant de la "chose publique", de savoir ce qui se passe dans ces trois sphères gouvernementales afin que, l'occasion se présentant, nous puissions intervenir au bon moment pour recommander telle ou telle mesure ou pour nous opposer à telle ou telle autre mesure administrative. Autrement, si nous persistons à demeurer indifférents aux faits et gestes de nos gouvernants, toutes catégories, nul doute que ces derniers, devant cette perspective rassurante d'une nonchalance populaire pour ainsi dire chronique, vont faire la pluie et le beau temps dans le firmament officiel et oublier leurs devoirs sociaux envers les ouvriers de ce pays. Ils les oublient, en fait, et les oublieront tant que nous les laisserons penser et croire qu'ils font bien de ne rien faire ou de mal faire.

Il faut donc créer, en chacune de nos unions ouvrières, un organisme qui se fera l'œil et l'oreille de chacune d'elles, qui sera leur chien de garde, si l'on peut dire, et qui, chaque fois que le besoin s'en fera sentir, recommandera à l'union sur laquelle il est souché qu'elle proteste ou approuve, selon le cas, en un mot, qu'elle donne signe de vie afin que nos hommes politiques, quels qu'ils soient, et sans distinction de parti, n'engraissent pas démesurément de leur parasitisme parlementaire; afin que ces messieurs ne puissent plus, comme autrefois, oublier impunément leurs promesses électorales et se moquer outrageusement de leurs électeurs en général entre deux consultations populaires. Quand nos mandataires se sentiront surveillés du coin de l'œil par des organismes prêts à les dénoncer sans pitié aucune à la moindre gaffe, ils se décideront peut-être, alors, à gagner honnêtement le traitement que leur alloue le Trésor public et à devenir en tous points dignes de la confiance qui aura été mise en eux lors de leur dernière élection.

Mais il faut que nos unions locales créent ces organismes de contrôle ou, pour les appeler par leur nom, ces comités d'action civique. Leur formation s'impose comme mesure de sécurité indispensable pour le maintien et la sécurité d'existence de nos unions ouvrières. Rappelons, en passant, que nous traversons en ce moment une des périodes les plus difficiles de notre existence nationale et qu'il nous faut être plus prévoyants que jamais si nous tenons tant soit peu à sauvegarder ces unions et, par elles, notre liberté d'action sociale et la somme de sécurité économique par nous accumulée au prix d'efforts dont on ne connaîtra jamais assez ni le nombre ni l'âpreté.

équilibre mental et de ne pas lui opposer, à tous les tournants dangereux, le frein salutaire de notre jugement et le doigté qu'implique un nécessaire esprit de clairvoyance, le souci de lendemains qui vaudront la peine d'être vécus par ceux qui, après nous, entreront dans la carrière de la vie.

La classe ouvrière, comme toutes les autres catégories de citoyens démocratiques, se flatte d'avoir généreusement répondu à l'appel pour un effort de guerre maximum. L'expérience de ces derniers dix-huit mois démontre péremptoirement cet avancé, même aux Etats-Unis où, pourtant, l'état de guerre n'en est encore qu'à la période d'anticipation. Tous nos leaders ouvriers ont, à maintes reprises, proclamé l'urgence et la nécessité d'un pareil effort. Et leurs adhérents ont, après eux, comme un seul homme, opiné du bonnet, comme on dit. Mais notre farouche détermination de vaincre l'hydre axiste et de lui donner le coup de mort qu'il mérite avant qu'il nous submerge doit être tempérée selon nous, par le souci constant de ne pas nous barrer inexorablement le chemin d'un mieux-être possible, sinon probable, auquel nos descendants ont naturellement le droit de prétendre.

C'est le moment ou jamais de ne pas perdre la tête et de prendre toutes dispositions pour que nos dépenses de guerre ne dépassent pas outre mesure nos moyens de les acquitter. Autrement, il est à craindre que nous ne perdions pied dans ce torrent impétueux de l'inflation financière dont les résultats immédiats se manifesteraient par une désastreuse augmentation du coût de la vie.

PIERRE PONCE.

Prêtez à l'épargne de Guerre

**THÉ**  
**"SALADA"**

# La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

## LES PEINTRES SENTENT LE BESOIN DE S'ORGANISER

Une première assemblée de la campagne de recrutement entreprise par la Fraternité des peintres, décorateurs et tapissiers d'Amérique, tenue dimanche dernier, en la salle de l'Union des travailleurs en chaussures, 1331A, rue Sainte-Catherine Est, a obtenu un franc succès.

Près de 300 ouvriers ont répondu à l'appel de l'agent d'affaires, M. Edgar Gilbert. Il semble que tous sentent le besoin de joindre l'union de leur métier, par le temps qui court.

Il est à noter que les officiers du Conseil des Métiers de la construction prêtent leur concours aux peintres. La réunion était présidée par M. J.-A. Charron, président dudit Conseil, assisté des orateurs Pierre Lefèvre, organisateur de la Fédération Américaine du Travail, Edouard Larose, Onésime Renaud, secrétaire-trésorier du Conseil, Louis Guérard, vice-président général de l'union des plombiers, F.-W. Maxted, vice-président général de l'union des plombiers.

Le président Charron salua la présence d'un aussi grand nombre de peintres désireux de joindre la Fraternité des peintres, décorateurs et tapissiers d'Amérique.

M. Pierre Lefèvre exprima sa satisfaction d'avoir le privilège de parler aux peintres. Il encouragea, par ses conseils, les peintres à se joindre à leurs confrères unionistes pour l'amélioration de leur sort.

En terminant, il blâma ceux qui renient l'union ouvrière et il insista pour que les peintres s'organisent, parce que cela est absolument nécessaire pour eux.

M. Louis Guérard se demande pourquoi il est encore nécessaire de réunir les ouvriers pour leur parler des bienfaits de l'union ouvrière. L'union internationale est reconnue comme étant la plus apte à défendre la cause des ouvriers, quel que soit leur métier. Il cita comme exemple la ville de New-York où les plombiers gagnent \$2.00 de l'heure; Ottawa, où ils ont \$1.10 de l'heure, sans avoir besoin de contrat collectif, comme dans notre province. Il est même regrettable que des ouvriers acceptent de travailler même en bas du prix fixé par notre contrat collectif. Il fustige ceux qui vont jusqu'à croire que c'est le gouvernement qui leur fait obtenir le salaire qu'ils touchent actuellement.

M. Edouard Larose croit que si les peintres sont traités avec autant de mépris et de dédain par leurs employeurs, c'est parce qu'ils ne sont pas organisés.

M. Edgard Gilbert exprima l'espoir de fonder deux autres unions locales, si les peintres manifestent le désir de s'organiser. Il expliqua pourquoi les peintres n'ont pas signé le présent contrat de travail.

MM. F.-W. Maxted et Onésime Renaud intéressèrent vivement la nombreuse assistance par leurs bons conseils.

Le président J.-A. Charron termina l'assemblée en invitant les peintres qui ne font pas partie de l'union de le faire au plus tôt.

## SEMAINE DE 44 HEURES POUR LES WAGONNIERS AUX USINES ANGUS

Dix nouvelles recrues furent admises à la Loge Sainte-Marie No 234 des Wagonniers des usines Angus, au cours de la dernière réunion, vendredi dernier. M. Zotic Marsan présidait, assisté du vice-président Donat Roy et des secrétaires Alcide Montpetit et R.-B. Lamarche et Aldéric Bertrand.

M. L.-A. Beaudry, vice-président général, retenu chez lui pendant plusieurs semaines par la maladie, est venu rendre visite à ses confrères.

Le secrétaire Alcide Montpetit annonça que des cours en français et en anglais seront donnés à l'Université McGill aux ouvriers qui désirent se perfectionner dans les questions sociales afin de devenir des chefs ouvriers compétents.

Il annonça que le bureau général de la Fraternité internationale des Wagonniers

## Un autre appel en faveur du "Monde Ouvrier"

Pour la quatrième fois, nous revenons à la charge pour demander à nos lecteurs, abonnés ou non, de bien vouloir avoir l'obligeance d'aider au mouvement que nous poursuivons pour la diffusion du *Monde Ouvrier*.

Réellement, nous ne pouvons croire qu'il eut exister une indifférence aussi malheureuse au sein des unions à l'égard d'un journal ouvrier si utile, dans les circonstances présentes, pour aider à la propagation de la foi unioniste qu'il préconise pour la défense de la bonne cause.

Somme toute, que vous reste-t-il à faire pour convaincre les intéressés de se faire les apôtres d'une mission dont il ne sortira que du bien pour l'éducation des classes ouvrières.

À quoi devons-nous nous attendre si nos appels restent vains ?

Est-il besoin de dire que c'est parce qu'il y a carence de cet esprit de solidarité parmi ceux en qui nous avons une confiance absolue qui est cause que nous n'avons pas reçu une réponse satisfaisante dès notre premier appel ?

C'est vraiment désolant de constater qu'il faille se laisser tirer l'oreille quand il s'agit de sauvegarder nos intérêts les plus chers. Est-ce à dire que nous devons en conclure que l'esprit unioniste n'existe plus dans le mouvement ouvrier ?

Nous avons de fortes raisons de croire que cela est vrai, car à chaque occasion que nous avons eue de faire appel à cet esprit unioniste, sur lequel nous fondons toutes nos espérances, nous sommes toujours déçus et cela nous fait parfois tenir des propos très désagréables.

Encore une foi, ouvriers conscients de nos devoirs d'unionistes, secouons cette apathie qui nous rend, sans que nous le sachions, égoïstes, de cet égoïsme qui est la tare, la plaie du mouvement syndicaliste.

Nous vous laissons donc avec ces réflexions et nous espérons qu'il en résultera une nouvelle ardeur, un effort spontané pour résoudre le problème dont la réponse nous indiquera que le *Monde Ouvrier* a besoin d'une plus grande circulation et qu'on se fera un devoir de s'y abonner. Ce n'est pas trop vous demander, l'abonnement ne coûtant qu'un (\$1.00) dollar par année. Prière de s'adresser à Ben. Drolet, gérant de la circulation, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal. — Lancaster 5361.

d'Amérique avait en banque, le 31 décembre 1940, la jolie somme de \$3,137,666.88.

Le comité de protection et des griefs des usines Angus, sous la présidence de M. Henri Vaillancourt, présente un rapport fort intéressant, en ce qui concerne le travail qui s'effectue présentement aux usines.

On se rappelle, a déclaré M. Vaillancourt, que la Loge avait décidé de maintenir la semaine de 40 heures tant qu'il y aurait des ouvriers en chômage aux usines. Maintenant, la situation est changée, il reste encore 250 hommes en dehors. Le comité a l'assurance que tous les employés seront remis à l'ouvrage le 1er mars. Pour ce faire, nous serons obligés d'accepter la semaine de 44 heures avant qu'on nous l'impose, dit-il. Les ouvriers travaillant aux locomotives sont en faveur de la semaine de 44 heures, alors nous pouvons nous attendre que la semaine de 44 heures sera appliquée dans les autres départements.

Le président Marsan annonça que, comme les années passées, une délégation se rendra à Ottawa pour déposer des fleurs sur la tombe de feu Frank McKenna.

Le président a nommé les comités suivants: Comité de la Fête du Travail: Henri Vaillancourt, C. Letendre, R.-B. Lamarche, J.-A. Montpetit, Donat Roy, D. Laporte, Jos. Gour, Hector Tassé, A. Lapierre, H. Dubuc, D. Provost. Comité social: R.-B. Lamarche, A. Montpetit, A. Berthiaume, D. Roy, D. Laporte, Jos. Gour, L. Therrien, E. Deniger, A. Gauthier et A. Sénécal.

Une minute de silence fut observée à l'occasion de la mort du confrère A. Dinardo et de la mort de l'épouse du confrère Jean Drolet.

## LES TYPOGRAPHES ET LA FEDERATION RECONCILIES

Miami, Floride, 18 — La Fédération américaine du travail et l'Union typographique internationale, représentant quelque 80,000 travailleurs, ont fait le paix hier. L'Union typographique rentrera au bercail de la Fédération après une absence de presque deux ans si les typographes ratifient l'accord de paix dans leur referendum.

## ELECTIONS CHEZ LES TYPOS DE L'UNION LOCALE No 145

À sa prochaine assemblée, samedi, le 1er mars, l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145 procédera à l'élection de ses officiers pour l'année 1941.

Il y a contestation pour la charge de président, entre M. Charles Coutu, président actuel, et M. J.-W. Blaquière, ancien président. À la première vice-présidence, la lutte se fera entre le vice-président J.-E. Jobin et M. A.-F. Ricard.

Les confrères J.-E. Gariépy et Albert Raymond se présentent à la charge de vérificateur.

Au comité exécutif, il y a trois membres à élire, le choix devant se faire entre les candidats suivants: J.-E. Gariépy, Léopold Martineau, Jos. St-Hilaire, Roland Bélanger, Arthur Leclair et T.-L. Dautre.

Un bureau de votation sera ouvert, samedi, le 1er mars, de midi à 8 heures du soir, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berré, et l'assemblée suivra la votation, à 8 heures du soir.

Un comité composé des confrères Arthur Laberge, Arthur St-Hilaire et Arthur Landry s'occupera de la réception qui suivra l'installation des officiers.

## LES BARBIERS ET LA FIXATION DES PRIX

Les compagnons barbiers s'intéressent à ce que les prix à exiger des clients deviennent de nouveau une disposition du contrat collectif de travail de cette industrie.

On a rapporté, à la réunion de l'union locale 455, tenue mardi dernier, qu'un amendement sera proposé à l'entente collective de travail, rendant obligatoire la fixation des prix.

Après un débat animé sur cette question de la fixation des prix, les barbiers ont exprimé l'espoir que cette question serait réglée à la satisfaction de tous dans le prochain contrat collectif.

Le comité paritaire a décidé de fournir un rapport aux employés barbiers, à condition que ceux-ci aient payé leur contribution prévue au contrat collectif.

Le confrère Arthur Millard, ex-secrétaire-archiviste, a été réélu à cette charge, en remplacement du confrère Pierre Lévesque, démissionnaire.

M. Frank Giroux a présenté le rapport du banquet donné à l'occasion de l'installation des officiers, le 20 janvier, au restaurant Bucarest, rue Saint-Laurent. C'est M. Jos. Matte, président du Conseil fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis, et échevin de Saint-Roch, en compagnie de Mme Matte, qui présida à l'installation des officiers.

## DEMANDES DES BRIQUETIERS ET DES PEINTRES

Nombreuse était l'assemblée du Conseil des métiers du bâtiment, jeudi dernier, sous la présidence du confrère J.-A. Charron. Plusieurs créances furent acceptées, parmi lesquelles on remarquait celle de l'union locale No 4 des briquetiers, maçons, finisseurs en ciment et plâtriers, accordant le confrère Candide Rochefort comme son représentant au Conseil.

Comme il avait été entendu à une assemblée précédente, les unions affiliées devaient être invitées à faire connaître au Conseil, avant le 13 février, les conditions de travail, les heures et les salaires qu'elles avaient l'intention de demander pour le nouveau contrat collectif de travail.

Deux unions seulement ont répondu jusqu'ici à la demande du Conseil: l'Union des briquetiers, qui demande \$1.00 de l'heure, à compter du 1er mai 1941, et l'Union des peintres, locaux 349 et 359, qui exigent 85 cents de l'heure avec les mêmes heures de travail que celles du contrat actuel, soit 44 heures par semaine.

Il est important, fait-on remarquer, que toutes les unions affiliées s'empressent de faire parvenir leurs demandes d'ici la prochaine assemblée, qui aura lieu le 27 du courant, alors que le comité de négociation sera nommé.

Une autre question qui semble faire le tour des unions de la construction est celle du transport des ouvriers employés aux travaux Cherrier à Saint-Paul l'Ermite. On s'est plaint, paraît-il, à la Foundation Construction Company, qui exécute les travaux, et cette compagnie aurait déclaré n'avoir rien à faire avec le transport des ouvriers à cet endroit.

Les délégués des peintres firent remarquer que des plaintes avaient été portées au Département de la Défense Nationale, à Ottawa, et qu'aucune réponse n'avait été reçue.

Il serait question de suggérer au gouvernement fédéral de transporter les intéressés par train, de la gare Moreau à Saint-Paul l'Ermite.

Finalement, le secrétaire Edgar Gilbert est autorisé à protester contre les conditions de transport actuelles auprès du Ministère de la Défense Nationale, avec prière d'y remédier au plus tôt.

M. Edouard Larose, représentant du Conseil au Comité paritaire de l'industrie du bâtiment, rappela qu'il s'est effectué 378 visites par les inspecteurs, depuis le 1er février; que 22,000 de réclamations de salaires retenus étaient entre les mains des avocats du comité paritaire. Des poursuites, à l'avenir, seront prises non seulement contre les ouvriers qui acceptent de travailler pour des salaires plus bas que ceux fixés par la convention collective. M. Larose ajouta que, dans bien des cas, de forts montants sont remis au comité paritaire par les entrepreneurs et que les intéressés ne les réclament pas.

On parla longuement de combattre la carte de compétence émise par le gouvernement; on demandera que l'honoraire pour l'obtention de cette carte soit plus élevé, avec renouvellement chaque année.

## UNE SOIREE IDEALE A L'UNION AMALGAMEE DE LA CONFECTION

Tout récemment l'union locale No 115 des ouvriers amalgamés de la confection pour hommes, donnait une soirée récréative en ses quartiers généraux, 7, rue Prince-Arthur ouest, celle-ci obtint le plus vif succès.

En effet une foule immense d'ouvriers et d'ouvrières s'était donné rendez-vous.

Au cours de cette mémorable soirée, les participants eurent l'opportunité d'entendre le chœur de chant de l'Union Amalgamée, dans un répertoire choisi de chansons vraiment magnifiques, et particulièrement l'hymne des travailleurs syndiqués.

Il va sans dire que le chœur de chant, sera un complément indispensable au grand bal annuel de l'union locale 115, qui aura lieu, vendredi le 18 avril, au Palais d'Or.

Le comité organisateur avait eu soin de retenir un orchestre de tout premier ordre pour la danse et, jusqu'aux petites heures du matin, les couples rivalisèrent d'entrain et de gaieté au rythme enlevant des musiciens.

Bref, ce fut une soirée passée agréablement, les nombreux participants en garderont sûrement un bon souvenir.

TABAC A CIGARETTES

ST REGIS

DOUX ET DE QUALITE

Un produit de  
L. O. GROTHE  
Limitée

# Emploi et chômage des jeunes travailleurs

Suite — IX

En Suisse, il existe partout des foyers publics, des salles de gymnastique, des terrains de sport, des piscines, des bibliothèques, etc., qui sont également accessibles aux chômeurs de tous âges. Il existe de même des institutions offrant à peu de frais la nourriture et le logement, qui sont ouvertes aussi aux jeunes chômeurs. Les associations professionnelles et les sociétés privées ont pris à leur charge une grande partie des services sociaux institués en faveur des jeunes chômeurs et elles sont aidées à cet effet par la Confédération, les cantons et les communes.

Dans l'Union Sud-Africaine, indépendamment du "service spécial" et des "bataillons de pionniers" ainsi que du centre de formation professionnelle pour jeunes filles de Prétoria, qui sont organisés sur une base nationale, des foyers, où les travailleurs faiblement rémunérés peuvent obtenir le logement et la nourriture à des prix modiques, sont subventionnés par le département du travail et de la prévoyance sociale dans les grands centres industriels. Les autorités publiques ont pour règle d'accorder leur assistance aux cours et autres services sociaux destinés aux jeunes chômeurs lorsque ces services sont organisés sur une base purement locale, comme c'est le cas des clubs organisés par les commissions de protection des jeunes gens (Juvenile Affairs Boards).

## Centres spéciaux d'emploi

Une autre institution s'est généralisée pendant la crise : les services volontaires de travail ou, pour reprendre les termes employés par la Conférence, les centres spéciaux d'emploi dont le but principal est, non la préparation professionnelle, mais l'exécution de travaux dans les conditions autres que les conditions normales d'emploi. La création de tels centres a fait l'objet de vives discussions à la session de 1935 de la Conférence, qui a estimé qu'elle ne pouvait, à leur sujet, se prononcer ni pour ni contre. D'autre part, elle n'a pas cru pouvoir les passer sous silence, étant donné que des centres de ce genre avaient été institués en fait dans un certain nombre de pays ; elle a jugé désirable de formuler certaines recommandations pour éviter que les conditions de travail anormales appliquées dans ces centres ne donnent pas lieu à des abus. En fin de compte, la Conférence a fait à ce sujet des recommandations très détaillées, dont il suffira de rappeler ici les principales. Elle a indiqué que la fréquentation des centres d'emploi devrait être strictement volontaire, que toute précaution devrait être prise pour empêcher que les centres, qu'ils soient publics ou privés, deviennent des institutions de préparation militaire ; que l'organisation des centres devrait permettre, autant que possible, aux jeunes gens qui s'y trouvent de se gouverner eux-mêmes, en particulier quant à la discipline ; enfin, que le programme des travaux des centres d'emploi devrait être établi de telle sorte que ces centres ne constituent pas une concurrence à l'emploi normal des travailleurs.

Depuis 1935, la situation a beaucoup changé. L'Allemagne, suivant l'exemple de la Bulgarie, a transformé son service volontaire de travail en un service obligatoire, non seulement pour les chômeurs, mais pour tous les jeunes gens de l'un et l'autre sexes, ce qui enlève à l'institution son caractère de mesure de lutte contre le chômage ; un changement analogue est intervenu en Bohême-Moravie et en Roumanie. Quelques pays ont manifesté une tendance marquée à introduire dans ces organismes une certaine discipline militaire, sinon une préparation militaire proprement dite. Ailleurs toutefois, si l'on fait abstraction des mesures prévues en relation avec les besoins de la défense nationale et qui n'ont plus de rapport direct avec le problème du chômage des jeunes gens, les centres ont gardé leur caractère primitif ; on continue à les considérer comme des institutions strictement volontaires n'ayant rien de militaire et ils sont utilisés pour l'exécution de travaux d'utilité publique à l'aide de travailleurs qui, à défaut d'un tel emploi, seraient chômeurs. On note cependant, dans quelques pays, un recul de l'institution du chômage des jeunes gens. Dans d'autres, l'organisation des centres est orientée de plus en plus vers des fins de préparation professionnelle.

En Australie, certains Etats, notamment la Tasmanie et le Victoria, ont pris des mesures pour fournir aux jeunes gens de l'emploi, dans des conditions autres que les conditions normales, principalement grâce à des travaux forestiers. La fréquen-

tation des camps institués à cet effet est absolument facultative et rien de ce qui pourrait rappeler une préparation militaire n'y est admis.

En Belgique, des centres de travail, dont la fréquentation est purement volontaire, ont été créés par un arrêté royal du 30 septembre 1935, qui fixait également les conditions auxquelles des subventions peuvent être accordées à ces centres. Leur objet était d'aider les jeunes chômeurs à se maintenir en bon état de santé physique et morale. Mais, en 1938, les trois centres existants n'ont été fréquentés que par 170 chômeurs, et en 1939, les centres ont cessé d'avoir une activité digne d'être retenue. En conséquence, le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a récemment fait connaître qu'il ne conviendrait plus en 1940 d'encourager les jeunes chômeurs à occuper leurs loisirs dans des travaux, mais de les pousser à perfectionner leurs connaissances professionnelles en suivant des cours soit d'enseignement professionnel ou industriel soit de réadaptation professionnelle.

Au Canada, des camps ont été ouverts pour les chômeurs du sexe masculin pendant la crise, mais, leur fonctionnement n'ayant pas donné satisfaction, ils ont été fermés le 1er juillet 1936.

En Estonie, un camp a été ouvert à titre d'essai en août 1935 pour quelque cent chômeurs âgés de 17 à 25 ans, qui devaient être employés à des travaux de culture et à l'aménagement de colonies ouvrières.

Aux Etats-Unis, le Service civil de travail (Civilian Conservation Corps) créé en vertu d'une loi du 31 mars 1933 et maintenu jusqu'au 30 juin 1940 par une loi du 28 juin 1937, est une organisation non militaire qui a pour objet d'assurer un emploi et une formation professionnelle à des jeunes chômeurs en les occupant à des travaux de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles du pays. Les travailleurs employés dans les camps du service civil de travail ne font pas concurrence à l'industrie privée ; au contraire, les achats de produits alimentaires, de vêtements et d'autres fournitures effectués par le Service stimulent l'emploi dans l'industrie privée. Les membres du Service civil de travail sont des volontaires et, à l'exception d'un nombre restreint d'anciens combattants, le Service n'admet que les chômeurs célibataires du sexe masculin âgés de 17 à 23 ans qui sont dans le besoin. Le chiffre total des jeunes hommes admis dans les camps d'avril 1933 à janvier 1938 a atteint près de 2 millions. Le département fédéral du Travail dès le début, a assuré la sélection des candidats autres que les anciens combattants, tandis que l'aménagement et l'administration des camps ont été confiés au département fédéral de la Guerre. Néanmoins, les membres du Service civil du travail ne reçoivent pas de formation militaire et ne reçoivent pas de formation militaire et ne sont nommés par le Président des Etats-Unis, qui est en dernier ressort responsable de l'administration du Service. Conformément au plan présidentiel de réorganisation qui est entré en vigueur en juillet 1939, le Service civil de travail a été rattaché à la nouvelle "Administration fédérale de la sécurité" (Federal Security Agency).

En Grande-Bretagne, le gouvernement avait institué des centres d'instruction pour les chômeurs du sexe masculin âgés de 18 à 35 ans, qui y suivaient des cours de rééducation comportant des travaux salubres en plein air destinés à les rendre à nouveau et à les maintenir aptes à remplir un emploi. Un petit nombre de cours de ce genre ont également été organisés pour les femmes d'un certain âge. La pratique suivie en Grande-Bretagne concernant la fréquentation des centres d'emploi ainsi que l'organisation et l'administration de ces centres était conforme aux principes énoncés dans la recommandation de 1935. Les travaux confiés aux chômeurs dans les centres présentaient bien en dernière analyse un intérêt pour la nation (par exemple les travaux d'afforestation), mais il s'agissait de travaux qui n'auraient pas été exécutés à des fins lucratives avec de la main-d'oeuvre salariée. Ces centres ont été fermés depuis l'ouverture des hostilités.

Aux Pays-Bas, des camps de travail, dont la fréquentation est purement volontaire, ont été organisés par diverses institutions. Les participants sont occupés à l'entretien de forêts et de réserves naturelles ainsi qu'à la construction, à l'entretien et à l'aménagement d'auberges pour la jeunesse. On a également tenté de développer l'emploi des jeunes gens dans

l'industrie en les plaçant dans des entreprises où ils doivent faire des travaux considérés comme non rentables ou qui ne seraient pas effectués en l'absence d'une telle main-d'oeuvre. Mais l'exécution de ce plan s'est heurtée à diverses difficultés et un petit nombre d'entreprises seulement en ont fait l'essai. Le système dit "deux pour un" a été également appliqué à titre expérimental ; il consiste à occuper deux jeunes gens à la place d'un seul, chacun travaillant une demi-journée et recevant autant que possible un enseignement pendant l'autre demi-journée. Le ministre des Affaires sociales a récemment fait connaître que l'organisation des camps de travail allait être soumise à un réexamen en vue de les orienter davantage vers la formation professionnelle.

En Pologne, un décret promulgué le 22 septembre 1936 avait institué un service volontaire de travail pour les jeunes gens. En vertu de ce décret, des équipes de jeunes chômeurs étaient occupés à des travaux utiles à la défense nationale ou à l'économie du pays ; ils recevaient une préparation en vue du service militaire proprement dit ou auxiliaire ; ils bénéficiaient également d'une instruction civique et d'un enseignement général et professionnel. La durée du service de travail était fixée à deux ans, mais les jeunes gens pouvaient le quitter en donnant un préavis de quatre semaines.

(à suivre)

## L'ASSISTANCE MATERIELLE

D'après la statistique du ministère du Travail du Canada, le total global des assistés pleinement aptes à l'emploi marque, pour octobre dernier, des contractions dépassant 4.4% en regard de septembre et de 53.9% par comparaison avec octobre 1939. Le total global pour octobre dernier, d'après les résultats préliminaires de l'inscription nationale de tous les assistés conduite par les provinces et les municipalités pour le ministère fédéral du Travail, atteignait 251.000. Ce total indique une baisse de 67.5% par rapport au chiffre-sommet de l'année, atteint en mars. Le total d'octobre 1939 marquait un fléchissement de 47.1% par rapport au mois-sommet de 1939, tandis que celui d'octobre 1938 accusait une réduction de 38.6% par rapport au total de mars 1938.

Les assistés pleinement aptes au travail, mais néanmoins réduits au chômage totalisaient 44.500 en octobre 1940, soit une baisse de 11% par rapport au total révisé de septembre 1940. La statistique pour octobre dernier indique des contractions respectives de 64.4% et de 64.1% en regard d'octobre 1939 et 1938. Au regard du total-sommet de 172.683 touché en mars dernier, le chiffre d'octobre dernier indique une baisse de 74.2%.

Un total de 226.000 personnes bénéficiaient d'une assistance autre que l'assistance agricole en octobre dernier, soit une baisse de 8.5% par rapport à septembre 1940. Octobre 1939 indiquait une baisse de 1% sur octobre 1939. Cette catégorie comprend tous les assistés totalement inaptes au travail ainsi que ceux pleinement ou partiellement aptes à l'emploi et les personnes à charge de chefs de famille. Le total d'octobre 1940 marque une contraction de 53.3% par rapport au même mois de 1939, et de 52.2% par rapport à octobre 1938. Au regard du mois-sommet de 1940, le total des assistés urbains en octobre dernier est en baisse de 65.2%.

Le total global des bénéficiaires d'assistance agricole continue à diminuer fortement par rapport à l'année précédente. Cette situation est due aux meilleures récoltes des provinces des Prairies en 1939. Un total de 5.500 cultivateurs, constituant, avec leurs dépendants, une population agricole assistée de 25.000 personnes, vivait d'assistance agricole en octobre dernier, soit une baisse de 80.9% par comparaison avec le mois-sommet de l'année 1940. Le total global des bénéficiaires d'assistance agricole en octobre marque une réduction de 61.3% par rapport à la statistique révisée de septembre 1940 et des baisses respectives de 58% et de 85.1% comparativement aux totaux correspondants d'octobre 1939 et 1938.

Le total pour la Saskatchewan enregistre, pour octobre 1940, des contractions respectives de 53.2% et de 88.4% en regard d'octobre 1939 et 1938. Le total de 16.500 bénéficiaires d'assistance agricole en Saskatchewan représente 66% du total global national des assistés de cette catégorie en octobre 1940.

—Ma chérie, si je ne peux pas rentrer, je t'envoierai un pneu.  
—Inutile, je l'ai déjà lu ; il était dans ta poche.

## INDEX DES UNIONS LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month. — S'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue LaGauchetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2503 ; secrétaire-correspondant — correspondant-secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361 ; vice-présidents, Claude Jodoin, 3608, rue Saint-Hubert, Tél. H.A. 9335 ; J.-M. Shannon, 406, rue Champ-de-Mars, Tél. BE. 1182.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Associate member: Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Recording Secretary, Georges Brunelle; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre Dame St. W. Tel. MA. 7489. Executive: John Moore, J. A. Ardouin and John Kelly. Auditors: J. A. Ricard, James Singleton, J. A. Ardouin. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles Couta, 2058, rue St-Antoine, Tél. Fl. 4227; secrétaire-trésorier, Chs. E. Chalfour, 7430, Christophe-Colomb, tél DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Sunday of each month at the Windsor Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-SERRURERIES D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président, Edras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Edouard Larose; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

- Assemblée chaque mercredi, à 8hr, du soir au Monument National, chambre 10.
- U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, C.-J. Raymond, secrétaire.
  - U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8815, rue Henri-Julien.
  - U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.
  - U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Galter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.
  - U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 545, rue Claude, Verdun.
  - U. L. 1375, s'assemble tous les 1er lundis, à 108-1ère Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.
  - U. L. 1558, s'assemble les 2e et 4e vendredis, à 1631, rue Létourneau, Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orléans.
- Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America. — Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, tél. L.A. 2503. Officers—Officers: Stéphane Beaudoin président; J.-G. Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, sec.-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Joseph Barbucci, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le Local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. — Local 349. — S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331-A est, rue Ste-Catherine. Président, Jules Boulet, 1471 Champlain; vice-président, C.-A. Mondor, 4227, rue Montana; secrétaire-correspondant, Didier Joyal, 2046 De Lasalle Tél. CH. 7200; trésorier, L.-P. Boisselle, 4562, rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 4266 Marquette; conducteur, A. Goudreau, 9078-B est, rue Notre-Dame; Auditeurs; Arthur Boismenu 4621 (Colonial); Ernest Dégève 6633 St-Dominique; A. Chevalier, 2427 Jeanne d'Arc; gardien, Jos. Girard, 8145, rue Saint-André; Agent d'affaires, Edgar Gilbert, bureau 909 Saint-Laurent, chambre 22, Tél.: PL. 6364.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331-A est, rue Ste-Catherine. Président, Henri Belland, 6772 Blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président, R. Talbot, 1849, Marie-Anne E.; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766, rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKecher, 1331-A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 7125, assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7062; sentinelle, Philias Leclair, 1438 Amherst. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331-A, rue Ste-Catherine Est. Président, Jos. Giroux, 2097 Dorion; vice-président, Mlle Edna Tremblay, 1655 Visitation; secrétaire, Jos. Beauregard, 1598 Beaudry.

## SOUVENIRS D'ENFANCE

—Avez-vous atteint l'idéal que vous vous étiez proposé à vingt ans? demandait à Gissy son vieil ami d'enfance.  
—Non, répondit le multimillionnaire avec un sourire désabusé... non, heureusement... je n'aurais pas le sou aujourd'hui...

## Notre contribution de guerre

Depuis le déchaînement des hostilités, les ouvriers ont maintes fois démontré, et de diverses façons, qu'ils tiennent à coopérer en tous points avec le gouvernement pour mener à bien l'effort total de guerre. En plus d'une circonstance, cependant, ces bonnes et coopératives dispositions ont été en partie découragées. Ainsi, on a nié aux ouvriers le droit de représentation en des corps publics où ils auraient pu être fort utiles comme, par exemple, là où il était question des mesures à prendre pour assurer une production de guerre maximum. En dépit de ces déceptions, les ouvriers n'en ont pas moins persisté à collaborer au maximum avec le gouvernement chaque fois que l'occasion leur a été offerte de ce faire.

Un des aspects les plus importants de cette collaboration se voit dans l'effort ouvrier en faveur des appels de fonds pour financer la guerre. Le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, ainsi que ses unions affiliées, nationales et internationales, de même que des organisations purement locales ont placé leurs fonds disponibles non seulement sur des obligations portant intérêts, mais aussi sur des obligations n'en rapportant pas. En même temps, à titre individuel, les ouvriers et les membres de leur famille ont fait de leur mieux à cet égard en achetant et en faisant acheter des timbres et des certificats d'épargne de guerre.

Citons, à titre d'exemple de cet esprit de collaboration, le fait que \$2,000.00 ont été donnés au gouvernement canadien par le Conseil exécutif général de l'Association Amalgamée des Employés de Tramways Electriques, en septembre dernier. Citons aussi, dans le même ordre d'idées, l'achat récent, par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, de \$5,000.00 d'obligations fédérales ne portant aucun intérêt.

D'Ocean Falls, en Colombie britannique, nous vient la nouvelle que l'union locale des travailleurs de la pulpe et du sulfite ont tout dernièrement fait l'acquisition de \$1,000.00 de ces obligations ne portant pas intérêt. Cet achat était accompagné de la déclaration que les membres de cette organisation syndicale ouvrière étaient cent pour cent en faveur de l'effort de guerre et que, dès lors, leur union ne pouvait pas déceimment accepter d'intérêts sur une somme prêtée au gouvernement pour fins de guerre. Nobles paroles s'il en fut jamais et que seuls nos ouvriers syndiqués pouvaient dire.

Une autre de nos organisations syndicales, l'union des travailleurs du chapeau et de la casquette, a décrété de contribuer quatre heures de salaire à un fonds de souscription devant être remis à la Croix-Rouge et à d'autres agences de secours de guerre. De ce fonds, \$15,000.00 ont déjà été remis à la Croix-Rouge américaine et \$2,000.00 à la Croix-Rouge canadienne.

Tout le monde sait que partout les ouvriers, de l'une à l'autre extrémité du pays, ont également assumé de lourdes obligations particulières en acceptant qu'on soustraie périodiquement de leur paie des sommes destinées au soutien de services volontaires de guerre. Ils ont, en sus, consenti à ce que l'on prenne sur leur paie hebdomadaire une somme fixe destinée à l'achat régulier et continu de timbres et de certificats d'épargne de guerre.

On interprète favorablement une déclaration du gouvernement par laquelle celui-ci envisage la possibilité d'augmentations de salaire, mais seulement dans la mesure où l'élément ouvrier pourra être ainsi mis en mesure d'appuyer financièrement l'effort total de guerre que nous devons envisager. Ce supplément de salaires aura aussi pour résultat, cela va de soi, d'accroître la mesure de sécurité économique dont jouit actuellement l'ouvrier moyen et de le mieux préparer, par conséquent, à faire face aux réactions formidables de l'après-guerre avec un minimum de désappointements et d'inquiétude pour l'avenir. —Canadian Congress Journal.

## Port des lumières sur toutes les voitures

Serait-ce vrai? Que toutes les vieilles rengaines qui ont empêché la marche du progrès dans bien des domaines dans le Québec vont être reléguées dans le tiroir aux oubliettes les unes après les autres? Depuis des années et des années, la Ligue de Sécurité et nombre d'autres corps publics réclament le port obligatoire des lumières sur les voitures à traction animale. Tous savent combien d'accidents avec perte de vie sont survenus par le fait que nos gens de campagne s'obstinaient à ne pas munir leurs voitures d'une lumière rouge à l'arrière. Nombre de fois la mesure fut proposée mais battue chaque fois, soit par nos députés ruraux, soit, ce qui était plus simple, par les conseillers législatifs — qui ne risquaient pourtant rien puisqu'ils sont inamovibles. Il paraît que cette fois ce sera chose faite. Tant mieux, car, somme toute, cela s'impose et il est du devoir des gouvernements de protéger parfois les gens contre eux-mêmes.

### DANS LA FOURRURE

A la dernière réunion des unions locales 66 et 67 des ouvriers en fourrure, sous la présidence du confrère Napoléon Morrier, il fut décidé que tout serait mis en branle pour assurer le respect de l'entente de travail collective, non seulement par les employeurs, mais aussi par les ouvriers. Il a été démontré qu'à moins que l'entente ne soit respectée par les intéressés, cela ne peut marcher. Il y en a toujours qui sont prêts à conspirer avec les employeurs. Quand ils agissent ainsi, les ouvriers ne réalisent pas qu'ils sont aussi coupables que les employeurs et passibles des mêmes pénalités.

Par conséquent, les membres sont avisés que, s'ils acceptent quelque compromis que ce soit, des procédures seront prises contre eux et qu'ils devront se défendre devant les tribunaux.

Une clause du contrat stipule que les membres doivent se rapporter à l'union s'ils veulent être embauchés. Les intéressés doivent se rappeler que s'ils obtiennent un emploi sans le consentement de l'union, ils seront démis de cet emploi. Ceci sera fait dans le but de démontrer aux ouvriers de la fourrure qu'ils doivent obéir aux règles de l'union.

L'union locale 67 des ouvrières de la fourrure a eu, au cours d'une réunion spéciale tenue lundi soir, sous la présidence de Mlle Emérande Brien, à régler un cas assez sérieux et tout à fait nouveau. Il s'agissait d'étudier la demande d'admission d'une personne qui quitta l'union internationale, il y a trois ans, pour fonder une union rivale dans l'industrie de la fourrure.

En dépit du tort fait à l'union internationale, le Conseil exécutif recommanda l'admission de cette personne, à condition qu'elle appartienne à l'union internationale seulement, qu'aucune charge dans l'union ne lui soit confiée pendant une période de temps déterminée, et qu'une amende lui soit imposée.

M. Albert Roy s'appliqua à démontrer que le principe de l'union ouvrière est de se protéger contre nos ennemis et de s'aider les uns les autres pour la conservation de nos droits.

Elise, en pleurs.—Qu'y a-t-il donc, ma petite chérie? demande maman.

—Oh! maman, il vient d'arriver un terrible malheur...

—Ciel!... quoi donc?

—Ma poupée vient de casser une assiette à la cuisine.

## Au Conseil des Métiers

Pour des raisons absolument majeures sur recommandation de son exécutif, le Conseil des Métiers et du Travail, tiendra ses séances, à partir du 6 mars prochain, en la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri.

Cette recommandation fut acceptée sans opposition, au cours de la réunion bi-mensuelle du dit Conseil, jeudi soir, sous la présidence de M. Raoul Trépanier, assisté des vices-présidents J.-M. Shannon et Claude Jodoin.

Deux créances seulement furent présentées, une de l'union des marins canadiens et l'autre de l'union des briquetiers No 4, cette dernière accréditant M. Candide Rochefort pour la représenter à ce corps législatif ouvrier.

Les délégués Elphège Beaudoin de l'union des employés de tramways No 790, et J.-E. Gariépy de l'union des typographes No 145, ont été élus respectivement président et secrétaire du nouvel exécutif.

Dans son rapport l'exécutif a soumis plusieurs clauses à l'approbation des délégués, entre autres, celle concernant les chauffeurs de taxis, protestant contre l'augmentation des loyers, à la commission fédérale des loyers, n'ayant reçu aucune réponse, l'exécutif a reçu instruction de continuer ses protestations.

Le Conseil s'est prononcé aussi en faveur, que les hommes appelés pour défendre la patrie, soient assurés au retour à la vie civile, d'obtenir leur ancienne position au travail qu'ils occupaient. Cette question qui est d'une importance primordiale sera référée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Le Conseil a réitéré son action antérieure, relative aux marchandises japonaises et allemandes, attendu qu'un boycott efficace affaiblirait les ressources économiques de ces pays.

M. J.-A. D'Aoust, secrétaire du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, dans une lettre bien explicite, avise toutes les organisations ouvrières de ne pas contribuer au fonds de la Canadian Institute Social Security, attendu que cette association n'est pas affiliée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Le secrétaire J.-E. Gariépy donna lecture d'un document important émanant du Conseil des fournitures de guerre, re-

lativement à une décision prise à une conférence tenue récemment à Ottawa, concernant l'industrie de la construction et de l'assurance-chômage. Vu le volume considérable de ce document, l'exécutif a été chargé d'en faire une étude approfondie et de faire rapport.

Le Conseil a rejeté une proposition à l'effet de faire imprimer les rapports de l'exécutif, pour être distribués aux délégués à chaque séance. L'objection principale à cette proposition était que le coût de l'impression serait trop dispendieux. Une vive discussion s'engagea sur le rapport de la part des délégués Fournier, Jodoin et Gariépy.

Le délégué Claude Jodoin attira l'attention du Conseil au sujet du travail d'organisation qui doit s'effectuer. Il désire que le comité nommé se réunisse lundi prochain le plus tard, pour établir un plan d'ensemble à l'égard des ouvriers et ouvrières qui ne sont pas encore organisés. Le Conseil acquiesça à sa demande.

La campagne entreprise pour la vente des timbres de guerre, a donné lieu à une déclaration, qui surprit les délégués. Il paraîtrait que certains employeurs retiennent sur le salaire des employés le montant d'argent destiné à l'achat des timbres de guerre et que ceux-ci s'en donnent tout le crédit, tandis que les ouvriers font leur devoir en cette circonstance, et que ce sont eux qui doivent en avoir le crédit. Les officiers des unions sont requis d'instituer une enquête à ce sujet.

On révéla que les ouvriers et ouvrières du manteau donnaient 4 heures de leur temps de travail par semaine pour les certificats d'épargne de guerre. Que les employés de tramways avaient consentis 4 pour cent de leur salaire hebdomadaire. Que les employés du Canadian National, de la Pointe St-Charles, sont eux aussi à organiser une souscription hebdomadaire pour l'épargne de guerre. Enfin il a été révélé par le secrétaire J.-E. Gariépy que 62,379 ouvriers dans le district de Montréal, avaient contribué \$1.00 et \$2.00 par semaine à l'effort de guerre.

Les unions ouvrières qui désirent se procurer une salle de réunion sont priées de s'adresser à l'union des Employés d'Hotels et de Restaurants, local No 382, 1252, rue Stanley.

### L'OXYDE DE CARBONE

C'est au cours de la saison actuelle que se font en plus grand nombre les victimes de l'oxyde de carbone dégagé par les automobiles en marche à l'intérieur des garages et même en plein air, déclare la Ligue de sécurité dans son bulletin hebdomadaire aux automobilistes. L'oxyde de carbone est un poison violent produit par la combustion incomplète des mélanges corboneux. La nature mortelle de l'oxyde de carbone incite à la réflexion, surtout, quand on se rend compte qu'une concentration de deux pour cent de ce gaz, quand il est aspiré avec l'air, est déjà dangereuse et que quatre pour cent peut produire la mort. La concentration des vapeurs d'échappement dégagées par un automobile, dans les conditions normales, est environ sept pour cent. Ce gaz est incolore, inodore et insipide; rien n'indique sa présence.

S'il est aspiré, les poumons le transportent dans les vaisseaux sanguins, où, par son action chimique, il supprime les globules d'oxygène vitaux. Les premiers symptômes qu'une victime ressent sont un léger assoupissement, puis un mal de tête, enfin un évanouissement; le tout accompli dans un temps excessivement court. Si une personne en est intoxiquée, il faut la transporter en vitesse à l'air frais et pratiquer la respiration artificielle, comme dans les cas de noyade; une autre personne doit appeler un médecin immédiatement. Si un patient reste dans l'atmosphère intoxiquée d'oxyde de carbone, il meurt invariablement.

Tout le monde a entendu parler de malheureuses victimes intoxiquées par l'oxyde de carbone dans un garage fermé, où un moteur à essence est mis en marche, sans une ventilation adéquate des lieux. Mais tous ne savent pas que, d'après les plus récents examens, l'oxyde de carbone est aussi funestement présent aux environs des sièges de plusieurs voitures en mouvement. En ce cas, il s'échappe ordinairement sous l'auto, par une fente ou autre dommage des tuyaux d'échappement, et à cause d'une défectuosité du moteur. Le gaz entre alors furtivement par les joints du plancher, les espaces autour des pédales et des canalisations

des fils électriques. L'oxyde peut aussi pénétrer par les baies, quand un conducteur suit une voiture de trop près, surtout un gros camion ou un autobus.

### AU TOMBEAU DE

FRANK McKENNA

Les wagonniers des usines Angus se souviennent de Frank McKenna.

Samedi dernier, le 15 février, était le sixième anniversaire de la mort de cet homme de bien si estimé de ses confrères de travail.

Par conséquent, les officiers et les membres de la Loge Sainte-Marie des Wagonniers d'Amérique n'ont pas voulu laisser passer cette occasion sans aller de nouveau exprimer leur gratitude à leur chef, en se rendant au cimetière Beechwood, à Eastview, à Ottawa, où reposent les restes de Frank McKenna.

Une couronne de fleur fut déposée sur la pierre tombale du défunt, au nom de la Loge Sainte-Marie, par M. Thomas Broad, président de l'exécutif général de la Fraternité internationale des wagonniers d'Amérique.

M. Broad dirigeait la délégation de Montréal. Le confrère Broad rappela tout le bien que le défunt avait fait durant sa vie en faveur des membres des loges canadiennes des wagonniers, alors qu'il occupait la position de vice-président général de la Fraternité des wagonniers, ainsi qu'en qualité de président de la Division No 4 des employés de chemins de fer.

Le confrère Zotique Marsan, président de la Loge Sainte-Marie, fit ressortir la perte douloureuse que les wagonniers subirent lorsque la mort leur enleva Frank McKenna.

Dans la délégation on distinguait les officiers de la Loge Sainte-Marie suivants: Zotique Marsan, président; Donat Roy, vice-président; R.-B. Lamarche, secrétaire-financier; Henri Vaillancourt, Jos. Gour, Hector Dubuc, Corinthe Letendre, Amédée Jetté, membre du comité de protection des usines Angus; Ben. Drolet, chroniqueur du Monde Ouvrier.

Curieuse coïncidence: cette imposante cérémonie s'est tenue le jour même du 60e anniversaire de la fondation de la Compagnie du Pacifique Canadien, qui emploie des milliers de wagonniers.

**LA FORCE PHYSIQUE DANS LE VIEUX QUÉBEC**



**ANTOINE VOYER "Le Grand Voyer"**

Antoine (Le Grand) Voyer était connu au début du siècle dernier, à Montréal, pour la gentillesse et l'esprit de justice qui s'alliaient, chez lui, à une grande force physique. Un jour, d'une seule main, il mit hors d'une auberge une bande de matelots tapageurs. Une autre fois, avec un poids de cent livres dans chaque main et aidé du puissant Montferrand, il mit en pièces la porte d'un bureau de votation illégalement fermée à clé. Lui-même et un ami, armés de timons de fourgons, dispersèrent un peloton de soldats qui maltraitaient un vieillard. Pour finir, Voyer donne une raclée à cinq d'entre eux. Quand, lors des élections qui mirent aux prises le docteur Tracy et sir Stanley Bagg, en 1832, Bill Collins, un chef de bande, vint l'attaquer pour l'empêcher de voter, Voyer le tua d'un coup de poing. Il fut acquitté parce qu'il avait frappé en état de légitime défense.



Même dans le bon vieux temps — comme aujourd'hui — le gin de Kuyper était le grand favori.

10 ONCES \$1.05 26 ONCES \$2.40 40 ONCES \$3.45

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de John de Kuyper & Son, Distillateurs, Rotterdam, Hollande.

**GIN de KUYPER**  
MAISON FONDÉE EN 1635

**ECHOS DES TROIS-RIVIERES**

Le Conseil des métiers et du travail des Trois-Rivières recommande l'administration municipale par un gérant et par un conseil municipal élu par le peuple et s'oppose en principe à l'emprunt de \$250,000. C'est la principale attitude qui a été prise, lundi dernier, par ce corps ouvrier, en présence d'une soixantaine de délégués et membres des unions affiliées au Conseil. On a adopté cette décision après que les délégués des différents corps publics, qui avaient tenu auparavant une assemblée spéciale, sur les problèmes municipaux, eussent rencontré le Conseil des métiers et du travail à son local, pour expliquer aux intentionaux le but de la campagne qu'ils mènent pour le bien de notre ville. Les représentants des corps publics présents à cette réunion étaient MM. R.-J. Clark, président de la Chambre de Commerce; Donat Bisson, directeur de cette association; Roger Lapalme, secrétaire; François Nobert et Alphonse Lamy du Jeune Commerce; Aimé Dion et Paul-E. Neveu de la Ligue des propriétaires.

Voici le texte de la résolution adoptée par le Conseil des métiers et du travail: "Que le Conseil des métiers et du travail s'oppose en principe à l'emprunt de \$250,000;

"Que pour guérir le mal à sa racine et éviter la répétition de pareille situation, il recommande la nomination d'un gérant dont les pouvoirs et attributions seraient bien définis et dont l'engagement et le renvoi seraient faits par la Commission Municipale de Québec suivant la recommandation d'un comité spécialement nommé à cet effet par la Commission et composé de deux membres délégués des corps publics suivants: le Conseil de Ville, la Chambre de Commerce, le Jeune Commerce, le Conseil des métiers et du travail des Trois-Rivières, la Ligue des Propriétaires, les Marchands Détaillants, la Ligue des Locataires."

M. le président J.-B. Arsenaux a donné un compte-rendu de la délégation auprès du gouvernement de Québec, que tous ont pu lire dans les colonnes de notre journal.

Les deux délégués qui accompagneront les représentants des corps publics lors de l'étude des bills des Trois-Rivières devant le comité des bills privés, sont MM. J.-B. Arsenaux et Emile Lajoie.

**LES OUVRIERS DANS LES PAYS ENVAHIS**

Dimanche dernier, on a vu défiler publiquement avec les militaires un imposant contingent des ouvriers qui travaillent à nos industries de guerre. Ces civils étaient bien à leur place, dans cette manifestation de nos préparatifs de défense. Ils étaient tout autant que les marins, les soldats et les aviateurs, car le rôle joué par l'ouvrier dans le conflit où nous nous débattons actuellement est de toute première importance.

Dès le début des hostilités, les observateurs militaires ont constaté que la victoire pencherait du côté des puissances les mieux outillées. L'ennemi a gagné la première manche parce que, justement, il était mieux outillé que nous. Et si nous sommes redevenus optimistes, c'est que nous voyons notre industrie de guerre se développer à vue d'oeil. L'ouvrier de nos usines est donc un élément aussi essentiel de nos forces de combat que l'est celui qui porte un uniforme et qui est pourvu d'armes meurtrières.

"Nous ne vous demandons pas de soldats, mais des outils?" s'est écrié M. Winston Churchill, premier ministre d'Angleterre, dernièrement, en s'adressant aux Américains. C'est donc dire que les personnages qui sont le plus au courant de la situation comprennent eux-mêmes que le sort de la démocratie dépend beaucoup plus de l'avoir matériel dont nous disposerons que du nombre d'hommes que nous lancerons dans la tourmente. Heureusement, les syndicats ouvriers ont vite saisi cet aspect du problème, et ils ont spontanément offert leur collaboration aux chefs d'Etat. C'est qu'ils savent qu'une victoire nazie signifierait la mort de toute union ouvrière, comme ce fut le cas en Allemagne dès l'avènement d'Hitler au pouvoir; comme ce fut aussi le cas dans tous les pays envahis par les Boches. Aujourd'hui, l'ouvrier allemand, celui de l'Italie et ceux des pays qui ont été subjugués par la violence de l'envahisseur travaillent jusqu'à 15 heures par jour, et pour des salaires de famine.

Maman fait remarquer à Choupette qu'à sept ans qu'elle ne peut l'emmener au bal parce qu'elle ne sait pas danser. Et Choupette de constater: — Mais, maman je ferai comme toi, je prendrai quelqu'un pour me tenir...

**Salaires de base avec boni de vie chère au Canada**

Le gouvernement canadien a édicté, le 16 décembre dernier, un arrêté en conseil destiné à empêcher une répétition de l'inflation de la dernière guerre consécutive à la situation industrielle et économique de guerre. Dans ce but, l'autorité fédérale, sur les recommandations du Conseil national de l'emploi et du Comité de coordination du travail, a arrêté un plan comportant l'établissement d'une norme raisonnable de salaires fondée sur les barèmes qui se sont avérés équitables par le passé.

Cette norme sera déterminée par le niveau moyen des salaires pour la période allant de 1926 à 1929, ou par tout palier plus élevé atteint subséquemment, mais sous réserve des deux exceptions suivantes:

1. Dans les cas où l'on pourra clairement démontrer qu'au moment où ces prix avaient cours, les salaires des ouvriers étaient trop faibles ou au-dessous de la normale, ou bien
2. Lorsqu'on pourra prouver, dans des

cas particuliers, que des salaires raisonnables étaient plus élevés que de raison et n'avaient aucun rapport avec le niveau moyen des salaires pour l'ensemble du métier ou de la profession.

Autrement dit, la norme sera établie d'après le niveau général et ne doit pas être basée sur les salaires trop faibles ou trop élevés qui ont pu avoir cours à un moment donné dans certains métiers, certains centres ou certaines industries.

Cependant, si l'on constate que la puissance d'achat des salaires de base a diminué par comparaison avec l'indice du coût moyen de la vie du bureau fédéral de la statistique, on pourra accorder une indemnité de vie chère.

L'indemnité de vie chère repose sur un principe démocratique: c'est que, l'inconvénient d'une hausse du coût des choses nécessaires à la subsistance atteint toutes les classes sociales, sans distinction. L'indemnité doit donc être uniforme pour tous les travailleurs sans qu'il soit tenu compte de la différence dans les salaires.

**LES CORDONNIERS DEMANDENT DES SALAIRES PLUS ÉLEVÉS POUR LES FEMMES**

Les travailleurs en chaussures sont mécontents de l'attitude du ministère du Travail provincial, en ce qui concerne l'omission d'une augmentation de salaires pour les ouvrières employées dans l'industrie de la chaussure de la province.

Les femmes se sentent lésées de ne pas obtenir l'augmentation de salaires accordée le 1er février. La question a soulevé un vif débat, au cours de la dernière réunion du local 249. On a protesté contre les ouvriers de la Beauce qui refusent d'accepter l'augmentation de 10 pour cent et on réclama pour les ouvrières une augmentation similaire à celle accordée aux classifications 1, 2, 3, 4, 5 et 6. Une demande sera faite aux trois associations de manufacturiers de chaussures de la province de revenir sur leur décision et d'accorder cette augmentation à toutes les catégories d'ouvrières employées dans l'industrie.

Les unions locales 249 et 257 ont énergiquement protesté auprès du ministère du Travail contre l'exemption accordée à quatre manufacturiers de chaussures de la Beauce de l'augmentation de 10 pour cent et les exemptant de l'ordonnance rendue en février dernier.

En réponse à ces protestations, le ministre du Travail, l'hon. E. Rochette, déclare que, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil avait le droit d'apporter des modifications non seulement à la convention collective, mais aussi aux amendements suggérés. La question est à l'étude, déclare l'hon. M. Rochette, et nous lui apporterons le règlement que nous dictera l'équité.

Pour informer les intéressés, M. Chas. McKercher, agent d'affaires, lit et explique les dispositions du contrat collectif de travail et du contrat d'union qui existe présentement entre certains employeurs et leurs employés, qui doivent tous appartenir à l'union.

**LES REUNIONS DU LOCAL 134 DES CHARPENTRIERS**

Il a été annoncé que l'union locale 134 de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers tiendra ses assemblées, à l'avenir, en la salle de l'Assistance Publique.

Cette nouvelle n'est pas tout à fait exacte, car cette annonce ne concernait que les assemblées spéciales.

Conséquemment, le local 134 continuera à tenir ses assemblées régulières hebdomadaires, tous les lundis, au Monument National, chambre 11, au No 1182, boulevard Saint-Laurent.

On nous apprend qu'à sa dernière assemblée, tenue lundi dernier, un grand nombre de nouveaux membres furent admis dans cette union locale.

**LA PIERRE D'ASSISE DES COOPERATIVES**

L'enthousiasme, le dévouement, le courage, la ténacité sont les leviers de la coopération. Sans eux, impossible de remuer les coeurs, les volontés, impossible de débayer la route qui conduit à l'action commune. Ce travail d'ordre moral ne trouve cependant pas sa fin en soi. On ne construit pas uniquement sur des sentiments. Si l'on veut que les énergies que l'on a éveillées, que les espérances que l'on a fait naître ne s'épuisent pas, ne se dessèchent pas, il faut les centrer sur un but concret. On bâtit donc pour les employer, les utiliser et, en les utilisant, les renouveler; les renforcer, une entreprise à l'édification de laquelle chacun sera appelé à contribuer. Or, parce qu'elle est humaine, parce qu'elle est d'ordre économique, parce qu'elle est réaliste, parce qu'elle vise à satisfaire des besoins aussi bien matériels que spirituels, cette entreprise, quelque forme coopérative qu'elle revête, ressemblera, du moins quant à l'extérieur, quant à sa structure, à n'importe quelle société commerciale. Comme la plus modeste ou la plus puissante d'entre elles, elle s'élèvera sur des bases financières. Autrement dit, les coopératives n'échappent pas à la règle commune: elles ne sauraient se passer de capitaux. Les capitaux en sont et en demeureront la pierre d'assise. — *Le Co-opérateur.*

Des 94,164 livres de courrier expédiées en octobre à bord des avions d'Air-Canada, 8,787 livres venaient de Montréal. Ce chiffre fera plus que doubler pendant le temps des fêtes.

Avis est par les présentes donné que VIVIENNE RHODES WHITAKER STOREY, de la Cité de Verdun, Province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou prochaine Session, pour un Bill de Divorce de son mari, LEONARD ALEXANDER STOREY, opérateur, de la ville de Verdun, Province de Québec pour cause d'adultère et d'abandon.

GERALD M. ALMOND, Procureur de la requérante 507 Place d'Armes, Montréal. Daté à Montréal, le 15 février 1941. 8-12

**AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE**

AVIS est donné par les présentes que GERTRUD KOHN STORPER, de la cité et district de Montréal, comté d'Hochelega, dans la Province de Québec, épouse de DUNZIU STORPER, commerçant, de la cité et district de Montréal, comté d'Hochelega, dans la Province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou à sa prochaine session, afin d'obtenir un bill de Divorce d'avec son époux, le dit DUNZIU STORPER, pour cause d'adultère. Daté à Montréal, dans la Province de Québec, ce huitième jour de janvier, mil neuf cent quarante-et-un.

MILAN OXORN, Procureur de la requérante Chambre 62, 261 rue St-Jacques Ouest, Montréal. 4-8

**Buanderie - IMPERIAL - Laundry & SUPPLY CO.**  
TEINTURIERS — NETTOYEURS DYERS AND CLEANERS  
Excellent service de blanchissage Superior Laundry Service

**Lavage de famille à prix modérés**  
**Family Washing at Popular Prices**

Téléphonez Falkirk 1179 1471, RUE PARTHENAIS  
Call FALKirk 1179 1471 PARTHENAIS STREET

## The Bevin-Brockington Broadcast

Eloquent and Inspiring. — The Voice of Victory.  
The People's War for Freedom.

By BERNARD ROS, K.C.

Whoever suggested that Ernest Bevin speak to the people of Canada and the North American Continent, is entitled to the warm thanks of the nation.

Mr. Brockington's comment was a splendid tribute to Britain's outstanding labor leader, and was, I am confident, warmly appreciated by the hundreds of thousands of workers, who had the pleasure and opportunity of listening to two of the Empire's gifted and eloquent speakers.

Never was the need for fervent and patriotic oratory greater and more urgent than it is today. It is an essential part of that propaganda that is one of the important weapons of war. To keep the people informed and inspired is as necessary as to keep them in good health.

Mr. Bevin's speech was frank and hopeful. He laid stress on the unity that prevails in Britain, and the co-operative effort of all classes to contribute their share to winning that victory, that will not only keep England free, but liberate the Nazi oppressed nations of Europe.

Churchill and Bevin are typical of the highest and noblest in British character. One represents the so-called aristocracy, the other, the men and women who toil. What they share in common, is a flaming love of country and liberty. Churchill is as democratic and social minded as his labor colleague.

Britain and the Empire are indeed fortunate in their leaders. The Nazi bullies, blackguards, and assassins of democracy cannot for a moment compare in character, ability, or experience, with the stout hearted men who are shaping the Empire's destiny.

The workers in Britain and its Dominions know what is at stake. They have proved to an admiring world that they prefer death to Nazi slavery. Their example has inspired and encouraged the millions who are presently the victims of the Hun overlords of an enslaved Europe. The workers in the factories have, and are making, tremendous sacrifices to keep the armed forces well supplied. They will not have it said, that they were indifferent to the appeals made to them, to produce in ever increasing quantity, the equipment required by the armed forces in their battles with the Hun hordes. They are not in the slightest degree influenced by the vicious and lying propaganda manufactured by the Goebbels machine. They know and appreciate, that it is their proud and dangerous privilege, to defend to the death, the only remaining outpost of liberty and tolerance in Hitler's Europe.

It was gratifying to the people of this country to hear the spokesman for British labor, express his appreciation of the efforts and patriotism of the people of Canada. It evidenced one of the finest traits of British character. Standing as they are in the front line; bombed, and in constant danger of death or mutilation, the "common people" of the island are nevertheless anxious to manifest their gratitude to the nations of the Empire and people of the United States for the aid that is given them.

What more striking example of the value of the trade union movement to a democracy can be given, than the solidarity of the British organized workers in their determination, to work and fight — *not for themselves alone, but the workers of the world?* No such solidarity and heroic determination to work, fight, and die, is shown by the workers in Germany, Russia or Italy.

The organized workers of Britain are aware, that should Hitler win an era of social, economic, and political degradation would begin, that would last for centuries. The plight of tortured Poland and the dominated countries, has aroused them to a degree of resolve, that will not rest content with anything less than complete and decisive victory. They are amused at, and hold in contempt, appeasers and defeatists of the Lindbergh, Ford, Wheeler type. They ridicule the opinion expressed by American isolationists and appeasers, that in the event of Hitler beating Britain, he would abstain from seeking to extend his diabolical sway to the Western Hemisphere. Fortunately for Britain and liberty, the great majority of American citizens do not share the sentiments of the automobile autocrat, the Nazi decorated airman, and the senators who oppose aid to Britain. It is only in democracies they can express themselves as freely as they do, in the totalitarian lands they would immediately be taken in charge by the Gestapo or OGPU.

The workers in the totalitarian lands are brutally oppressed. They have no voice in government or industry. They are mere industrial automatons. The right to seek redress of grievances through a democratically organized trade union is denied them. Nor can they secure a hearing through representatives sitting in a popularly elected parliament.

Bevin and Brockington, the first, an eloquent and experienced labor leader, and the second, an eminent lawyer and orator of distinction, can speak authoritatively, of the supreme blessings of democracy, notwithstanding its many alleged defects.

Speaking on May 17, 1886, in the House of Commons on: "The Government of Ireland Bill," the late Rt. Hon. James Bryce, in his lifetime one of the world's outstanding scholars and historians, said: "A democracy loves equality, and it could not bear to think, as it would be apt to think, that in ruling by stern laws it was oppressing the masses of the people in the interest of a landlord class. A democracy has a tender conscience, and a dislike — perhaps too strong a dislike — of severe methods; it would be pained by the fear that it was doing injustice and sanctioning harshness. A democracy loves freedom."

He continued: "The example of the United States is the strongest possible case you could have to show, that a democratic system must be true to itself, and that only so can it succeed." The peoples of the British Commonwealth are true to themselves and their glorious history and noble traditions, in the stand they have taken against the menace of Nazi or Communist totalitarianism.

I have more than once in these columns had occasion to quote the declaration of Great Britain's Prime Minister, the late W. E. Gladstone, that: "The trade union is the strongest bulwark of democracy." The attitude of Bevin, Morrison, et al, has proved this. As the British Minister of Labor emphasized during his broadcast, the people of Britain were never as united as they are today. This unity is based upon the solidarity of the millions of organized workers. They are satisfied, that when the war is over, the workers will take their part in not only building a better Britain but a better world. The Britain that the Huns have been murderously

## Labor's Progress

By DR. CHARLES STELZLE

There are millions of workers in the United States whose social and economic conditions are deplorable, but despite this fact, workers of all classes are making steady progress like the irresistible sweep of a mighty river. Eddies have been formed, and the pessimists, seeing only the eddy, point to it as an indication that there is only a backward movement, indifferent to the fact that the full flow of the stream just beyond reveals true progress.

They have forgotten or they chose to ignore the fact that only a few centuries ago half the world, no matter what their race or color, lived in slavery, that human life was counted so cheap and human dignity of so little consequence that men and women were tortured and killed for sport. Speak to them of the progress made by the working people, and they will fling into your face the bitter argument of those who are unmindful of the day when labor was considered degrading and dishonorable — when the philosophers declared that a purchased laborer is better than a hired one; when workingmen lived in small, dingy, foul-smelling rooms; when they slept in cellars or over open drains; when men worked sixteen hours a day the year round, without being paid for the "over-time."

They have forgotten or they ignore the time when manufacturers were actually paid to rid a parish of pauper children, who then became white slaves; when it was a crime to increase the workingman's wages above a certain amount; when the workingman could be put into jail for owing a storekeeper ten cents; when the mechanic received only fifty cents for a day's work.

The condition of the skilled workingmen of our country today is superior to that of many of the royalty of a few centuries ago. The increase in wages and the miracles being performed with increased incomes, the shortening of hours of work, the multiplication of comforts, the new educational advantages, the right to organize, the superior position of the workers — all these have made thinking workingmen progressive human beings.

Many of these advantages have been obtained only in our own generation. As we look back upon the past we should take courage and rejoice. But as we see the plans of foreign dictators to drive us back into the slavery from which we have emerged after a long struggle for freedom, we will stand by our government in its determination to save America — the land of the free — from the dominance of the dictators who have already conquered many of the democracies in Europe, and who look upon America with jealous eyes and with unfeigned covetousness.

battering led the way, not only in promoting a better understanding between employer and employee, but the establishing of a system of social services to promote human welfare. As Mr. Bevin so forcefully put it, the stamina that has enabled the people to resist, was in large measure due, to the provision made by these services to care for the public health.

In fighting oppression and tyranny, Britain and its people are true to their past. The workers are conscious of their powers and responsibilities. They are fully prepared to exercise the one and fulfill the other. The great statesman who paid so warm a tribute to the trade union movement as a defender of democracy, in an address which he delivered on November 27, 1879, and dealing with the domestic and foreign affairs of England said: "Modern times have established a sisterhood of nations, equal, independent, each of them built up under that legitimate defence which public law affords to every nation, living within its own borders, and seeking to perform its own affairs; but if one thing more than another has been detestable to Europe it has been the appearance upon the stage from time to time of men who, even in the times of Christian civilization, have been thought to aim at universal dominion. It was this aggressive disposition on the part of Louis XIV, king of France, that led your forefathers, gentlemen, to freely spend their blood and treasure in a cause not immediately their own, and to struggle against the method and policy which, having Paris for its center, seemed to aim at universal monarchy. It was the very same thing, a century and a half later, which was the charge launched, and justly launched against Napoleon: that under his dominion France was not content even with her extended limits, but Germany, and Italy, and Spain, apparently without any limit to this pestilent and pernicious process were to be brought under the dominion or influence of France, and national equality was to be trampled under foot, and national rights denied. For that reason, England in the struggle almost exhausted herself, greatly impoverished her people, brought upon herself, and Scotland too, the consequences of a debt that nearly crushed their energies, and poured forth their best blood without limit, in order to resist and put down these intolerable pretensions." Thus does history repeat itself and Britain once again is called upon to make untold sacrifice in men and treasure, to prevent the domination of Europe and the world by a power drunk megalomaniac and his ruthless and abominably cruel associates, military and civil. The British lion is at bay, but its dauntless and fearless cubs are more than a match for the snarling Nazi wolves and totalitarian vultures.

The workers in the English speaking lands will not lie down to the brutes and slave drivers who wear the swastika.

Inspired by such leaders and speakers as Churchill, Bevin, and Brockington, they will work with might and main, to produce and accumulate, the equipment and supplies, that will eventually exceed in quantity as well as quality the material provided by the industrial slaves of the Third Reich.

Canadian workers can be counted upon to do their share. They know what fate awaits them if totalitarianism spreads its tentacles over this fair land. Democracy must and will emerge triumphant from the struggle that had its genesis in the ambitions and plans of the Nazi oligarchy.

### FAIRCHILD AIRCRAFT EMPLOYEES FAVOR UNION

Efforts of the International Association of Machinists to complete organization of the employees of Fairchild Aircraft at Montreal is proceeding successfully. A

vote taken early last month showed that of the 841 employees who participated, 659 favored being represented solely by Lodge 712 of the International Association as against 159 through a local shop committee. Twenty-three ballots were spoilt.

## A Free Workers' Movement Will Rise Again in Europe

By LOUIS DE BROUCKERE,  
 Senator of Belgian Parliament  
 and Belgium's Delegate to  
 the League of Nations. Past  
 President of the Labour and  
 Socialist International.

### The Fertile Soil of a Restless World.

When this war broke out, the world had been for many years in the throes of successive severe crises. Our troubles seemed never to be nearing their end: though the symptoms had varied from time to time there had never been any real improvement.

In these difficult times Fascism rose like a fever. As often happens, many, in their artless simplicity, mistook this rise of temperature for a new and better form of life which they heralded as being about to supersede all others. Everything that had been before Mussolini or Hitler was now—so they said contemptible and doomed.

The restlessness of a diseased world presented itself to them as a wonderful dynamism. The world has since seen Fascist promises materialise in misery and bloodshed.

The simple minded thought rightly—they can't possibly always be wrong—that a new world would emerge from the present chaos. Few are so blind as not to see anything new outside the catastrophes which Hitler is launching on us in such quick succession. Any man, pushing aside the decayed remnants of the past, may discover the ripening germs of a really better future.

However, among the things that some of our simple and artless friends are vowing to a prompt and inglorious death, the foremost are Socialism and its International. But if that is the case, why on earth have the Nazis stolen our name, our flag and even our feast day? Is this a sign that they truly believe us to have lost all popularity and dynamic force and that we have no future? It looks as though Hitler was not as sure of this as his simpleton friends.

Our International has known many severe ordeals, and it has always come through triumphantly. I am intimately convinced that, once again, it will rise after dark days to make new and important progress. I am going to give the reasons for my optimism.

### Need for World Co-operation.

Organised workers quickly learned that to be efficient, the defence of their vital interests had to be carried out simultaneously everywhere by concerted efforts. To try to build a narrowly national Socialism would be an act similar to that of the legendary executioner who carved new and monstrous beings in the flesh of his victims.

The socialists' International was, at first, received with consternation. Now they appear as pioneers, and Internationals are numbered by hundreds. There is not a single human interest that has not eventually established its own international organisation, for all require the same common defence.

Nations themselves can no longer lead a prosperous life unless they are members of an intimate and universal cooperation—first to guarantee them from invasion, secondly to give them the means of developing their economical activity, their monetary circulation and all other aspects of material life. Finally to favour the intensive exchange of ideals, without which spiritual life is as impossible for nations as for individuals.

Far from being opposed to national life, internationalism is in fact the first condition of its harmonious and fruitful development. It is Totalitarianism, brutal and

# TEXTILES in Action!

The enormous total of 32,000,000 lbs. of these and other vital war materials already shipped to Britain, South Africa, Australia and the Canadian Government is Dominion Textile's record since the war started.

11,200 of this company's 13,960 employees buy War Savings Certificates regularly.

Labels in illustration:  
 TARPULIN DUCK  
 HEAVY DUCK FOR TENTS  
 DRILL SHIRTING  
 GAS MASK CLOTH  
 DUCK FOR BANDOLIERS  
 FABRIC FOR GROUND SHEETS AND PALLIASSES  
 DUCK FOR KIT BAGS  
 BLANKETS TOWELS ETC.  
 YARN FOR WEB EQUIPMENT  
 SUMMER BATTLE DRESS FOR OFFICERS  
 TIRE FABRICS FOR MECHANIZED EQUIPMENT  
 CAMOUFLAGE NETTING  
 KHAKI FLANNEL FOR SHIRTING  
 SUMMER BATTLE DRESS FOR TROOPS  
 HEAVY DUCK FOR GUN COVERS

## DOMINION TEXTILE COMPANY LIMITED

nearsighted, which is threatening it with a degradation leading to destruction.

All nations want to live, and when Hitler is beaten they will destroy all traces of his stifling system. It is in common that nations will organise their peaceful and fruitful life. Internationalism will then necessarily know a new success as will Socialism, its bearer.

### True Nature of Socialism.

Democracy is as necessary a characteristic of Socialism as Internationalism. From its first inception, it has always been democratic and will ever remain so, for its historic role is to find remedies for that which is as yet imperfect in our national democracies and to suppress their evident contradictions.

The French Revolution had conceived a society of peasants and craftsmen (wherein freedom should be based on property. But full realisation of such an order was never achieved. Many remained without possessions while property increased in the hands of a few individuals or groups to such an extent that they were able to make multitudes work for them.

Thus the defence of employees against employers became as necessary as that of subjects against their Lords and it became evident that democratic control of the state must logically be completed by control of industrial plants.

It is indeed a totally new democratic order that we must create. All men of goodwill are demanding for each individual those two conditions of independence so clearly defined by President Roosevelt—freedom from bodily want and freedom from aggression.

Hitler has based all his methods on the exercise of brute force—that of his Reichswehr and that of his Gestapo.

In order to force these two arms he condemned first his own people and then all those on which he could lay hands, to the most cruel distress. His aim is to establish everywhere what his own theo-

reticians have called a new slavery. Indeed, he offers us no ideal but only a nightmare. This will vanish like a ghost on the day of victory.

But Socialism will grow with its International because its doctrine is a living one, because its essential points are being controlled every day by facts, and because it satisfies the deepest aspirations of our time.

Villager (after showing stranger over famous cottage): "Three hundred years old, this be, sir. Very historical and never a stick nor stone altered in all those years." Visitor: "Must be the same landlord Grove, I've got."

### ANTI-UNION FIRM LOSES MILLION DOLLAR CONTRACT

After a bitter nation-wide campaign of several months, during which the labor press of the country rallied to the cause, the Chicago printing trades unions have succeeded in removing the two sports magazines known as National Sportsman and Hunting & Fishing from the notoriously anti-union printing concern of R. R. Donnelley & Sons Co. (Lakeside Press), Chicago. The new contract, which was signed January 23, 1941, was awarded to the Cuneo Eastern Press of Philadelphia, a union printing firm.

The first issue to be printed by the Cuneo Press will be the July issue, work on which begins early in May.

Both National Sportsman and Hunting & Fishing are printed in color, and the combined circulation is over 850,000 copies monthly. Loss in revenue to the union-hating Donnelley concern will be over a million dollars annually.

In announcing the removal of these two magazines from the "We Don't Patronize List" the Chicago printing trades unions request that members and friends of organized labor henceforth give these publications the same preference as that given others which are printed under union conditions.

"Every duty, well and honestly done, is a contribution to victory."  
 THE PRIME MINISTER OF CANADA.

## TRIBUTE TO MARY

Mary is the "voice with a smile". Mary is the efficient person generally known as a telephone operator. As an operator she knows much about telephone equipment—how it should be used and handled.

But Mary is best known for her personality—for her coolness in emergencies—for the grand things she has done time and again, ignoring her own danger, intent on one thing only—to keep the standard of telephone service high.

We pay respectful tribute to Mary and all the girls who work with her. Her devotion to her job sets a standard of public service. Tactful, patient and courteous, Mary is the medium through which this Company and its public are always in touch. She plays a vital part in Canada's war effort.

On Active Service  
 Giving Wings to Words

THE CANADIAN TELEPHONE COMPANY

# Molson's

## Export Ale



"The Ale  
Your Great-Grandfather Drank"

### From Our Readers

Montreal, February 12th, 1941.

The Editor, Labor World,  
Montreal.

Dear Sir and Brother :

The undersigned has read several letters in your Journal re the importance of calling a conference of representatives of Union Moulders and Foundry Workers in the Dominion, in order to establish a base for uniform wages and conditions in all the provinces. What astonishes this writer, is that when their work on munitions is so essential and the amount of skilled mechanics so limited, that these trade unionists do not immediately take action along the lines suggested. If they fail to consolidate their position at this time, what chance have they when post-war conditions arrive.

As one who agitated for the formation of an industrial council for our industry, as practised so successfully for quite a number of years succeeded in holding a round-table conference with our employers in Ontario and Quebec, we wish to recite what was experienced with our establishment of minimum wages and maximum hours. Previous to this accomplishment it had been found impossible for employers to agree to meet with a similar group of workers' representatives.

The agreement reached some five years ago formed the base for a Collective Labor Agreement in the Province of Quebec, which has proved so acceptable to both workers and employers that it has twice been renewed with material advantages to labor on each occasion. Five years ago there was ruinous competition amongst employers in the graphic arts, who under the influence of the late depression, imagined that cut prices was the only means to secure business. The result being that wages and working conditions gradually sank to a level lower than any that had existed since the last Great War.

Today, wages are stabilized, conditions improved, with more equitable competition between employing concerns for business existing. In the first year of the Printing and Lithographing Code, 492 workers benefitted by wage increases representing a total of \$140,872.07. Since then the Lithographers have had their hours reduced from 48 to 44 hrs. per working week.

We mention this in order to prove that if you want to better your material position in life you have to organize and unitedly act. If the moulders are too much employed in making a living, then the logical thing to do it to engage

professional assistance that will guard your interests in the event of unfavorable legislation being suggested. Incidentally, we should mention, that the administration and policing of our industry, together with the hire of legal counsel costs the industry 1% of the wages paid.

A conference, such as proposed, would provide a ready means of exchanging views on matter that affect the welfare of the moulders and all foundry workers. When unity of purpose has been decided upon, the next step would be to interest small groups of employers in the various provinces in order to arrive at some degree of unanimity when a round-table conference is at last convened.

As the present world conflict is likely to continue for some time, production of war materials are bound to increase, it is therefore necessary that the utmost cooperation of the rank and file be promoted for their protection and loyalty to the cause our country is strenuously engaged in.

Trusting that something is going to be accomplished, and that announcement of such action will be learned soon.

Fraternally yours,  
John KELLY,  
President.

Amalgamated Lithographers of  
America, Local No. 27.

\* \* \*

Del Rosa, Calif. U.S.A., Jan 21, 1941  
Editor, The Labor World :

I noticed M. J. Burns' article on "An Explanation of the Union Shop," in your issue of the 11th. It is the practice of unequal freedom which makes vast masses of workers dependent upon a few owners-for-an-income for an opportunity to work for an income.

The problems will not be thoroly solved until the peoples of the earth vision clearly the requirements of equal freedom between normal adult humans. Such freedom would involve each such person practicing the self-discipline of refraining from actions that would be invasive of the natural self-rule of any other normal adult. That means each would exchange his or her services hour-for-hour with others, in the non-gift securing of services desired from others.

Then the normal adults would all be workers-for-their-incomes, each having a share of ownership-control in the service equipment he or her used in serving for exchange. Thus each would be his or her own employer. They would co-operative-

ly act together to make all arrangements needed for their enterprises — those in each running to that one and making needed agreements with those of other related enterprises.

The goal of equal freedom needs to become the clear conscious goal of all, ere they can get out of the tangle which the practice of unequal freedom lands humans in.

Unequal freedom tends to divide folk up unnaturally, which has a harmful effect on all. Full co-operative self-responsibility involves the same persons being the owners, managers and rank and file workers in the ordinary run of enterprises for gratifying the desires of human beings.

Sincerely,  
Vaughn Bachman Brokaw.

### LABOR'S PROPHECIES COME TRUE

For more than two years, responsible leaders of the American labor movement have warned that the labor-destroying forces of Fascism and Hitlerism cannot be appeased.

Men like William Green, Matthew Woll and others, have repeatedly pointed out that Fascism Nazism and Communism cannot co-exist in a world where a free and independent labor movement functions as part of a democratic set-up. Hitler, Mussolini and Stalin do not represent transient political parties, these men warned, but constitute the leadership of an international revolutionary movement of destruction.

The tragic events now transpiring in Europe are proof that these labor leaders were correct in their evaluation of the menace of fascism. The crushed labor movements in Poland, Austria, Czechoslovakia, Belgium, Holland, Denmark and Norway are still further proof of the truth of these prophecies.

Lax, easy-going commentators in the countries now under the heel of Hitler all stupidly parroted: "It can't happen here." But it did.

Fortunately, the American labor movement is alert to the danger which today threatens our free and democratic institutions. William Green made this perfectly clear at the AFL annual convention at New Orleans in his plea for all aid to Britain, which almost single-handed, is facing the Nazi legions.

With few exceptions American labor applauded the policy which declares that England cannot fight the threat of Hitlerism unless she receives unstinted help from the United States.

We are therefore gratified to learn that a group of nationally prominent labor leaders have organized a trade union division of the Committee to Defend America by Aiding the Allies.

On this labor committee, which is now in process of expansion, are men like Spencer Miller, Jr. widely known labor educator, Arthur Huggins, president of the International Brotherhood of Papermakers, Conrad Woefel, general secretary of the International Metal Engravers Union, A. Philip Rundolph, president of the Brotherhood of Sleeping Car Porters and David Dubinsky, president of the International Ladies Garment Workers Union and many others of the same calibre.

These men are sufficient guarantee that the work of the trade union division on the Committee to Defend America by Aiding the Allies will be loyal, American and devoted to the best interests of Labor.

### The Gotham Picket Line.

Eleanor Roosevelt has shown her sympathy for workers in many ways during her eight years as "First Lady," but never more impressively than this week.

She went before a rally of 1,500 striking employes of the Leviton Manufacturing Company and backed them up in their five months' struggle on the picket line against the firm's sweatshop wage scales. The strikers are members of

### LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration

MARCEL FRANCO

Secrétaire de la Rédaction

BEN. DROLET

Gérant de la circulation

Le seul journal ouvrier bilingue  
au Canada



Membre de la Presse ouvrière  
internationale d'Amérique

### THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile,  
Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest,  
Montréal

Téléphone : PLateau 8451

GERARD TRUDEL  
AVOCAT

Edifice Aldred, MONTREAL

### MONARCH GAS RANGES

Made by

Canadians

for

Canadian Homes



Local 3 of the International Brotherhood of Electrical Workers. They are seeking a \$16 a week minimum — barely a subsistence wage — but the management has kept its plant shut rather than agree to that modest demand. Eighty per cent of the strikers are women.

Mrs. Roosevelt came to the gathering accompanied by Mrs. Henry Morgenthau, Jr., wife of the Secretary of the Treasury, and Mrs. Rose Schneiderman, president of the Women's Trade Union League.

Lauds Labor's Ideals

"I am interested in the struggle you are putting up," Mrs. Roosevelt told the strikers. "I derive hope from the fact that people are standing together and working for the good of the group and not just for themselves. I am afraid I agree with you."

"She said the ideals of organized labor 'mean that we are not selfish in our desires,' and she added that she looked forward to the day when cooperation of workers will bring 'greater happiness' to all people." — Labor News.

### Says Labor Gains Must Be Preserved

The War Department wants labor standards maintained because they "mean maximum production in the long run," Under-Secretary of War Robert P. Patterson told the Chicago Federation of Labor at a rally in Chicago recently.

Preservation of the social gains won by labor "will react to the benefit of labor as a whole," he added.

Patterson paid high tribute to the A. F. of L. for its cooperation with the defense program, and for its policy of "no strikes" except as a last resort.

"You gentlemen of the A. F. of L. were among the first to rise up in opposition to the ravaging totalitarian forces," he said. "Today, you stand in the forefront of those cooperating to speed plans for our security." — Labor.

Teacher: Tommy, name five things that contain milk.

Tommy: Butter and cheese and ice cream and—and two cows!

Our Leading  
Amusement  
Places  
Dans nos  
Théâtres

## PALACE

GINGER ROGERS as  
**Kitty Foyle**  
with DENNIS MORGAN  
JAMES CRAIG  
PLUS Walt Disney's  
**GOOFY'S GLIDER**

## CAPITOL

**VIRGINIA**

IN TECHNICOLOR

with Madeleine CARROLL  
FRED MacMURRAY  
Added Feature  
"Keeping Company"  
with FRANK MORGAN

## PRINCESS Theatre

**DULCY**

Starring ANN SOTHERN  
IAN HUNTER  
ROLAND YOUNG  
Added Feature  
"GALLANT SONS"

## LOEW'S THEATRE

Held Over 2nd WEEK  
CARY GRANT  
KATHERINE HEPBURN  
JAMES STEWART  
"The Philadelphia Story"  
with RUTH HUSSEY

## DOMINION BRIDGE CO.

LIMITED

Head Office and Works at:  
LACHINE, P. Q.

Branch Works:

Amherst Ottawa Toronto  
Winnipeg Calgary Vancouver

## THE Windsor

ON DOMINION SQUARE

Tél. Lancaster 3858

### Salon de Fleurs St-Denis

1590, rue SAINT-DENIS  
(Edifice du Théâtre St-Denis)  
Spécialités:  
Bouquets de Noces, Tributs floraux  
Escompte de 10% aux lecteurs du  
"Monde Ouvrier"  
Mme J.-Z. PILON, Rés. HA. 7901

NOW IS THE TIME TO GET A  
GOVERNMENT JOB as Clerk,  
Postman, Customs Clerk, Steno.,  
etc. Five Dominion-wide exams  
held since war began. Free Book-  
let, M. C. C. Schools Ltd., Toron-  
to 10. Oldest in Canada. No  
agents.